

## La politique de la vertu

John Milbank et Adrian Pabst – Desclée de Brouwer 2018  
Fiche de lecture et perspectives d'action, par Christophe Jadeau

John Milbank et Adrian Pabst, universitaires membres du *Blue Labour* et proches de Refondation, viennent de faire paraître chez Desclée de Brouwer la traduction française de leur ouvrage *Politics of Virtue*, qui analyse les fondements et les travers du système politique occidental actuel et propose les principes d'un fonctionnement démocratique alternatif, axé sur une autre vision philosophique de l'homme. Cette fiche part de la lecture de l'ouvrage pour en proposer une interprétation personnelle et en tirer des conclusions sur la nécessité d'agir.

### A. Le constat

Ce livre souligne combien, depuis Hobbes, Locke ou même Rousseau, toute l'organisation de la société est basée sur un pessimisme anthropologique fondamental : l'homme (ou l'homme en société) est violent à la base. Dès lors, la déclinaison moderne du contrat social consiste à organiser des marchés pour canaliser la plupart de ces pulsions, et de s'appuyer sur l'État à la fois pour protéger les marchés (vis-à-vis desquels on est excessivement optimistes) et pour empêcher les pulsions qui restent en dehors de la marchandisation. Bien sûr, la pensée libérale est tellement hégémonique depuis plusieurs siècles qu'elle demeure diverse, et on pourra considérer que la description qui en est fait convient moins à un Tocqueville qu'aux théoriciens du Contrat social. Mais l'analyse de Milbank et Pabst paraît juste en ce qu'elle analyse comment un certain courant de la pensée libérale vient se parachever dans notre compréhension actuelle du fonctionnement de la démocratie, de plus en plus technocrate.

La préface à l'édition française permet de relier ce constat à ce qui se passe actuellement dans notre pays, et de voir combien le moment actuel de dissolution des partis de gouvernement est en fait l'aboutissement d'un long processus visant à détricoter toutes les traces de lien authentique (jugées sauvages) afin de les faire rentrer dans le cadre de l'échange commercial (jugé civilisé). La fusion progressive de la gauche et de la droite constitue donc bien la naissance d'un nouvel extrémisme qui vient parachever plus de trois siècles de théorisation du contrat social et d'individualisme : poussé à son extrême, cela conduit à une appropriation de tous les champs de la société par le commerce dérégulé et par un État impitoyable envers tout ce qui veut sortir du cadre.

L'exemple des migrants constitue d'ailleurs une bonne illustration de la limite de ce positionnement faussement « centriste » : comme disaient les Inconnus dans un sketch resté célèbre, quand on essaye de concilier « dehors les arabes » et « bienvenue aux immigrés » on arrive à des positionnements absurdes du style « maghrébins, ne partez pas tout de suite ». L'État est coincé entre sa volonté de ne pas accepter des migrations non sollicitées par les marchés économiques et son « ouverture » d'affichage, ce qui conduit à un entre-deux fait de brimades, d'exactions, ni accueil ni renvoi mais torture psychologique. Notre République est en train d'accoucher d'un monstre : Milbank et Pabst nous aident à comprendre pourquoi.

L'idée de « contrat social » n'est pas mauvaise en soi : le problème vient du fait que, sur fond d'une incroyable combinaison de pessimisme anthropologique et d'optimisme sur le fonctionnement des marchés, il en vient à ne se concevoir que comme une agrégation (par la magie de la main invisible) des contrats privés individuels. L'exemple français de la généralisation (sous la présidence de François Hollande) des mutuelles d'entreprise pour la complémentaire santé est assez édifiant : en soi, la mesure paraît bonne, puisqu'elle vise à étendre une protection dont certains salariés

bénéficiaient déjà. Mais, dès lors que cette mesure est associée à la perspective d'un transfert progressif des prestations aujourd'hui prises en charge par la sécurité sociale, elle révèle son effet pervers. En effet, l'assurance santé constitue un exemple de domaine dans lequel la mutualisation des risques est intéressante. Le principe de la sécurité sociale, c'est qu'on est contributeur net quand on est en bonne santé, avec l'assurance de devenir bénéficiaire si on tombe malade. Or, à cet égard, toutes les entreprises ne se valent pas : leurs pyramides des âges sont différentes, de même que l'état de santé de leurs salariés. Ainsi donc, les prestations étant financées chaque année par les cotisations, certains salariés se trouveront forcés à payer plus cher leur couverture, du simple fait qu'ils appartiennent à une entreprise dont les salariés sont, en moyenne, en moins bonne santé. Ce n'est donc pas tant le contrat qui est perverti que son individualisation à l'excès, associée à une confiance aveugle dans l'efficacité des marchés qui organisent ces contrats atomisés.

La situation politique en Italie devrait également nous préoccuper, car elle constitue un bon exemple des limites de la mise en application concrète de la philosophie politique dominante en occident. L'Italie avait pourtant fait tout ce que la *doxa* exige : nomination du gouvernement « technique » de Mario Monti pour mener à bien les réformes sans s'embarasser des affects de l'humain, mise en avant de la figure jeune et ouverte sur l'Europe de Mateo Renzi, mise en œuvre d'évolutions tendant à donner plus de souplesse aux contractualisations marchandes... Avec un effet positif, d'ailleurs, sur les indicateurs macroéconomiques habituellement consultés. Pourtant, ce chemin vertueux vanté par tous les commentateurs autorisés a conduit les électeurs à accorder leurs faveurs à un gouvernement jugé « populiste », « antisystème », « anti-européen », dont le programme est aussi incohérent qu'inquiétant...

*La politique de la vertu* aide à comprendre les raisons profondément enracinées de la faillite de la pensée politique et économique qui constitue l'orthodoxie moderne. Mais le livre construit également les bases d'une alternative à ce système : aujourd'hui, tous les grands partis (ou ce qu'il en reste) sont fondamentalement dans le même camp, mettant en scène des divergences accessoires pour mieux s'accorder sur l'essentiel. Mais l'alternative est possible : à nous de la construire.

## **B. L'action**

Pour se tourner vers l'action, la réflexion politique doit assumer en même temps le court, le moyen et le long terme : si ce que nous faisons n'a pas de sens à l'aune de l'un de ces trois horizons, alors il faut revoir sa copie. C'est exigeant, mais c'est le seul moyen de sortir de l'immobilisme ou de l'hyperactivité vide de sens...

### ***Long terme***

Le temps long, comme Pabst et Milbank nous aident à le comprendre, c'est celui de plus de 300 ans de libéralisme politique et économique. Ce mouvement de pensée est en phase d'être parachevé en Occident : le rapprochement de la social-démocratie d'une part et de la démocratie libérale ou chrétienne d'autre part est le signe de cet aboutissement, avec une certaine pacification qui permet d'éviter les « diversions » que fournissent les guerres. Depuis des décennies, ces courants politiques se différencient à la marge lors des élections pour appliquer le même programme politique dès lors qu'ils étaient confrontés à l'épreuve du pouvoir. Nous sommes aujourd'hui passés à une autre phase, celle de la « synthèse » et de la mise en autarcie de tous ceux qui n'y trouvent pas leur place (Hamon, Corbyn, Sanders...).

Désormais, comme les médias dominants nous le rappellent à longueur de journée, « il n'y a pas d'alternative » à cette politique qui ne conçoit pas d'autre interaction humaine que celle des contrats individualisés, et qui sape donc un à un toutes les formes de solidarité qui ne sont pas celles de l'assurance privée : les camps scouts et les colonies de vacances étaient dans le viseur de cette

bureaucratie politique incapable de penser que des enfants puissent être pris en charge en dehors du cadre des agences de voyage... Qu'on ne s'y trompe pas : cet épisode n'est pas tant symptomatique d'une volonté de tout réguler (on peut concevoir une réglementation adaptée aux camps scouts) que d'une incapacité à penser la relation autrement que sous la forme d'une contractualisation marchande individualisée.

« Il n'y a pas d'alternative » : cette affirmation est à la fois très fautive et très vraie. Elle est vraie dans le sens où tout ce qui structure notre société aujourd'hui a été conçu pour qu'il n'y ait pas d'alternative à l'hégémonie du contrat individuel. Mais elle signifie simplement que, pour faire émerger l'alternative, il faut modifier en profondeur les structures de la société.

Alors, ce parachèvement du libéralisme politique et économique marque-t-il la fin de l'histoire ? Je ne le pense pas, parce que, contrairement aux penseurs libéraux, je ne crois pas que l'homme soit si fondamentalement mauvais qu'il faille se contenter de canaliser ses pulsions : je pense au contraire que l'homme est naturellement bon, et qu'il le sait. L'homme est également blessé, et il faut en tenir compte pour comprendre que le règne de la confiance retrouvée n'advient pas en un jour, mais je crois donc qu'un jour où l'autre, nos concitoyens refuseront cette vision du monde qui les réduit à un statut d'agents consommant et, pour les plus privilégiés, contractants. Je ne sais pas comment cela va arriver, mais je pense que cela va arriver : c'est paradoxalement au moment où il se débarrasse de ses contradictions internes que le libéralisme fait enfin voir son visage au grand jour, avec tout ce qu'il a l'insupportable pour tous les hommes de bonne volonté.

Cette révolte s'exprimera-t-elle dans les urnes, en faisant le choix des extrêmes ? Cela a déjà commencé...

Prendra-t-elle une tournure plus violente et plus radicale ? Cela a déjà commencé...

La révolte sera-t-elle matée par un État qui glisse doucement vers le totalitarisme ? Cela a déjà commencé...

Quelle forme de contestation finira par prendre, changer d'échelle et se cristalliser ? Je ne sais pas.

Quand ? Je ne sais pas non plus. Mais la réflexion politique de long terme suppose de réfléchir au changement de modèle, car ce changement se fera, avec ou sans nous...

### ***Moyen terme***

Le moyen terme, c'est, disons, 2022 pour nous autres français. Certains espèrent que les politiques du nouveau gouvernement auront fait leur effet et qu'Emmanuel Macron sera réélu haut la main. C'est une possibilité. Mais si jamais ce n'est pas le cas ? Si jamais les effets ne sont pas ceux qu'on attendait, s'ils se font attendre un peu plus longtemps, voire, si les français s'aperçoivent de la supercherie du double discours permanent ? Vers quelles voix porteront-ils leur mécontentement, puisqu'on leur dit qu'il n'y a pas d'alternative ? Mélenchon ? Le Pen ? Voulons-nous vraiment attendre quatre ans pour le découvrir ?

### ***Court terme***

Et puis il y a le temps court, le temps de l'urgence, le temps de ceux qui n'ont pas le privilège de pouvoir penser au temps long. Le temps des agriculteurs qui se suicident parce qu'une politique absurde ne leur laisse plus voir d'espoir. Le temps des migrants, qui ne comprennent pas pourquoi l'État les réveille en pleine nuit pour les gazer, leur confisquer leurs affaires par -15°, tandis que les députés votent le raccourcissement des délais (sans améliorer l'efficacité administrative). Le temps

des maires de petites communes au bord du *burn out* parce qu'on leur demande toujours plus avec toujours moins. Le temps des jeunes étudiants qui, après s'être rendus, naïfs et innocents, à leur première manif, se retrouvent « nassés » par les CRS et traités comme des « *black blocs* » parce qu'il faut bien faire du chiffre. Le temps de ces allocataires du RSA qui doivent payer des frais bancaires proches de la centaine d'euros par mois. Le temps des habitants de copropriétés devenues insalubres, où aucun espoir n'est permis. Le temps des prisonniers qui ont l'impression que le système fait tout pour leur maintenir la tête dans l'eau. Le temps des bons élèves, studieux et besogneux mais qui n'ont ni le réseau ni la grande gueule pour devenir des « premiers de cordée », et dont les talents sont gâchés. Le temps des patrons de *Carrefour market* qui ne savent pas ce que leur franchise va devenir, alors qu'ils viennent tout juste de changer d'enseigne. Et le temps des grands-mères qui vont de nouveau devoir apprendre où se trouve la farine dans l'épicerie qu'elles fréquentent pourtant depuis 50 ans. Le temps des retraités pauvres qui découvrent que leur sacrifice sur la CSG vient financer la hausse de pouvoir d'achat des salariés les plus aisés. Le temps des habitants de villages isolés dont la ligne de train va fermer. Le temps des parents célibataires qui n'arrivent pas à faire face. Le temps des aînés, oubliés dans les EPHAD et qu'on ramène toujours au coût qu'ils représentent.

Que disons-nous à cette frange de la population au bord de la crise de nerf? Qu'il faut attendre que les « réformes » agissent, parce que lorsque toutes les solidarités auront été privatisées et contractualisées ça se passera mieux pour eux ? Qu'ils seraient bien aimables de souffrir en silence pour ne pas nuire à notre président si beau, si poli, si propre sur lui, et qui en plus sait brosser les cathos dans le sens du poil aux Bernardins ?

### C. L'engagement

Ces trois temporalités me conduisent toutes à l'action, pour dénoncer les injustices d'aujourd'hui, prévenir la tentation totalitaire de demain, proposer une alternative au libéralisme moribond après-demain.

Nos chances sont peut-être minces. Il est peut-être déjà trop tard : peut-être les fondements de la démocratie sont-ils trop abîmés.

Mais au moins nous aurons essayé, nous ne serons pas restés passifs, et, si une fenêtre s'ouvre pour une alternative non totalitaire au libéralisme, nous saurons apporter notre pierre à l'édifice.

Nous ne provoquons pas l'effondrement, nous ne jetons pas d'huile sur le feu, mais le réveil des gens simples paraît inévitable. Nous sommes patients et bienveillants, nous nous préparons à offrir ce que nous pourrions le moment venu. Et s'il ne vient pas, nous n'aurons aucun mal à retourner à d'autres activités : nous ne sommes pas des professionnels, et nous ne sommes pas personnellement asservis à l'activité politique.

Voilà les raisons de mon engagement : sur la scène de ce théâtre de boulevard qu'est la vie politique contemporaine, les acteurs actuels sont bien négligeables, mais en même temps la lucidité sur leurs actes s'impose, pour éviter le pire à court, moyen et long terme, et proposer une alternative raisonnable et crédible pour réparer les structures viciées de notre société.